

ATIONS UNIES

ONSEIL
E TUTELLE



Distr.
LIMITEE
T/COM.4/L.5
5 février 1954
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DU SECRETAIRE GENERAL DU "KAMERUN NATIONAL CONGRESS"
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Manfé, le 9 janvier 1954

Transmis pour information

Résident de la Province du Cameroun, à Buea.

Résident de la Province de Bamenda, à Bamenda.

Secrétaire général des Nations Unies, à Lake-Success, New-York,
Etats-Unis d'Amérique.

(signé) MUKETE

SECRETAIRE GENERAL

DU "KAMERUN NATIONAL CONGRESS"

"KAMERUN NATIONAL CONGRESS"

MANFE, le 9 JANVIER 1954

Au Commissaire du Cameroun,
BUEA

Monsieur le Commissaire,

L'All-Kamerun Conference, composée des représentants des autorités indigènes et des représentants élus du Cameroun, réunie à Manfé (Cameroun sous administration britannique) le 8 janvier 1954, sous les auspices du Kamerun National Congress, me charge de vous confirmer le télégramme de ce jour que nous avons adressé à Monsieur le Lieutenant-gouverneur de la région de l'Est, à Enugu, et dont nous avons communiqué le texte à Son Excellence le Gouverneur de la Nigeria ainsi qu'à vous-même :

"URGENT LIEUTENANT-GOUVERNEUR ENUGU

"Nous référons à l'article quarante-neuf Ordre en conseil 1951 sur
"Constitution Nigeria Stop Rappelons paragraphe sept pétition All-Kamerun
"Conference Manfé adressée Secrétaire Colonies 23 mai, paragraphe sept
"déclaration Secrétaire Colonies concernant Cameroun treize août dernier;
"ainsi que le fait que parti politique jouissant majorité absolue Parlement
"Région Est est hostile aux aspirations nationales Territoire sous tutelle
"Cameroun, comme l'ont prouvé récents événements lors campagne électorale
"stop All-Kamerun Conference comprenant nombreux représentants autorités
"indigènes, représentants élus et délégués Kamerun National Congress, lors
"réunion Manfé huit janvier a décidé unanimement ordonner douze parlemen-
"taires camerounais loyaux boycotter toutes séances Chambre d'Assemblée
"Région Est stop Conférence vous prie transmettre au Secrétaire Colonies
"son vœu que le Gouvernement britannique mette en oeuvre son intention de

"donner immédiatement Cameroun gouvernement régional comme indiqué dans
"déclaration Secrétaire Colonies stop Résolution détaillée suit par lettre
"stop Télégramme adressé Lieutenant-gouverneur Enugu Copies Gouverneur
"Lagos et Commissaire Cameroun Buea.

"Le Président Dibonge

Le Secrétaire Kamerun National Congress

Mukete

Je suis chargé de joindre à la présente, aux fins de transmission aux
autorités compétentes, la résolution dont il est fait mention dans le télégramme.
Veuillez agréer, etc.

Le Secrétaire général
du Kamerun National Congress

(signé) MUKETE

"KAMERUN NATIONAL CONGRESS"

RESOLUTION

La présente All-Kamerun Conference, qui comprend les représentants des autorités indigènes et les représentants élus du Cameroun sous administration britannique, réunie le 8 janvier 1954, sous les auspices du Kamerun National Congress,

CONSIDERANT le paragraphe 7 de la pétition qu'elle a adressée le 23 mai 1953 au Secrétaire d'Etat aux colonies, dont la teneur suit :

"A la suite du refus d'accorder au Cameroun, dans le cadre de la Constitution, des représentants dans les organes exécutifs régionaux, et du départ de 8 des représentants du Cameroun (sur 12), il devint manifeste que le Cameroun ne pouvait continuer à participer à un Parlement au sein duquel les droits et les désirs du Cameroun ne seraient pas respectés";

CONSIDERANT AUSSI les déclarations publiques faites par les dirigeants du N.C.N.C. avant et pendant la campagne électorale dans la Nigéria orientale, déclarations qui ont confirmé leur crainte que le Parlement de la Région Est de la Nigéria, qui est actuellement dominé par le N.C.N.C. (Conseil national de la Nigéria et du Cameroun) ne donne jamais satisfaction aux aspirations nationales du Cameroun;

CONSIDERANT la déclaration du Secrétaire d'Etat aux Colonies en date du 13 août 1953, à savoir,

"Lorsque la présente conférence se réunira de nouveau dans la Nigéria, les vœux de la population du Cameroun méridional seront connus de façon définitive, et le Commissaire aux finances publiques aura communiqué son rapport. S'il est clairement établi à ce moment-là que le Cameroun méridional désire se constituer en région distincte et qu'il est possible de prendre les dispositions financières adéquates à cet effet, le Gouvernement de Sa Majesté, sous réserve que le Cameroun septentrional ne modifie pas son attitude dans l'intervalle, a l'intention d'instituer une Administration régionale distincte. Il faudrait alors décider, à la reprise de la conférence, le nombre exact de représentants auxquels le Cameroun méridional aurait droit à la Chambre centrale des représentants et au Conseil des ministres.

"Les dispositions envisagées ne devraient pas être moins favorables au
"Cameroun méridional que les dispositions actuellement en vigueur. Le
"Gouvernement de Sa Majesté doit insister sur ce point, en raison des
"responsabilités particulières qui lui incombent à l'égard du Territoire
"sous tutelle";

CONSIDERANT AUSSI que les élections générales qui ont eu lieu récemment
dans le Territoire sous tutelle du Cameroun ont donné à la population l'occasion
de montrer ses sentiments, comme l'y invitait le Gouvernement de Sa Majesté, et
qu'elles ont donné au Kamerun National Congress une majorité écrasante;

FAIT CONFIANCE à ses représentants parlementaires élus, leur donne mandat
de boycotter toutes les séances de la Chambre d'Assemblée de la Région de l'Est
de la Nigéria, et demande que le Gouvernement de Sa Majesté soit prié de mettre
à exécution son intention d'accorder immédiatement au Cameroun un gouvernement
régional, comme l'indiquait la déclaration du Secrétaire d'Etat;

RECOMMANDE de porter la présente résolution à la connaissance du Secrétaire
d'Etat aux colonies, de Son Excellence le Gouverneur de la Nigéria, de Monsieur
le Lieutenant-gouverneur de la Région de l'Est, du Commissaire du Cameroun, des
Résidents des Provinces du Cameroun et de Bamenda et du Secrétaire général de
l'Organisation des Nations Unies.

Résolution adoptée à l'unanimité à MANFE (CAMEROUN SCUS ADMINISTRATION
BRITANNIQUE), le 8 janvier 1954.

(signé)

NKAMBE	:	<u>Le chef F. NGONJI (N.A.)</u> <u>..... (illisible) (K.N.C.)</u>
WUM	:	<u>Le chef PHILIP BAMA DE WE (Wum N.A.)</u> <u>..... (illisible) (K.N.C.)</u>
BAMENDA	:	<u>..... (illisible)(N.A.) SAM MOFOR (K.N.C)</u> <u>..... (illisible) (N.A.)</u>
MANFE	:	<u>FANGANG (K.N.C.) ... (Ill) sa marque N.A.</u>

(signé)

KUMBA :

..... (illisible) THOMAS A.DITBANG

D.O. NDOFFE (illisible) (N.A.)

PETER E. MABAGE (K.N.C.).....(ill)(K.N.C.)

I. NYIKI(N.A.) (ill) (N.A.)

VICTORIA :

..... (illisible)(illisible)

..... (illisible) Mokoko-Mokebe (K.N.C.)

..... (illisible) (K.N.C.)